

**II<sup>e</sup> CONFERENCE INTERNATIONALE  
DU RESEAU « FORMATION AGRICOLE ET RURALE » (FAR)  
« Rôle des acteurs dans l'orientation et le fonctionnement des dispositifs de  
formation rurale pour le développement »  
TUNIS – 19 au 23 mai 2008**

**FORMATION AGRICOLE ET RURALE EN CENTRAFRIQUE**

*Contribution de Mathias VONDO, directeur des Centres Ruraux d'Education et de Formation, Bangui  
République Centre Africaine*

**I - Contexte général**

Le secteur agricole en RCA a toujours constitué l'essentiel de son économie, la source principale de revenu pour la majorité de la population et représente 45 % du PIB. A ce titre l'Etat s'était engagé dans un vaste programme de réforme économique au début des années 1980 en élaborant de nombreux PAS. Le secteur agricole qui représentait 85 % de la population a bénéficié dans ce cadre d'une attention particulière aussi bien du gouvernement que des partenaires au développement. L'Etat s'est dans cette condition fixé pour objectif de passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture tournée vers les marchés.

Aussi, durant cette réforme économique, l'Etat a procédé à une restructuration profonde du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage de l'époque et a encouragé le départ à la retraite anticipé de nombreux cadres. Cette situation devait être relayé par un vaste programme de formation des producteurs à un moment où les Organisations Professionnelles Rurales (OPR) n'étaient pas représentatives et quasi absentes dans le dispositif de la formation agricole. Le développement de l'agriculture était envisagé à travers :

- l'augmentation de la production et de la productivité ;
- la structuration des producteurs à la base et la promotion des OPR représentatives afin de leur transférer à l'horizon une partie des prérogatives de l'Etat. Cette vision, de l'Etat devait bien s'accompagner d'un vaste programme de formation des producteurs et aussi de renforcement de capacité des structures d'appui qui avait la charge d'exécuter ces programmes.

L'Etat par l'entremise des projets publics qui se sont succédés a mis en œuvre un vaste programme répondant aux problèmes suscités. Des formations de masse en milieu rural ont été au centre des dispositifs de tous les efforts de développement et ont concerné toutes les couches socio – professionnelles du milieu rural en tenant compte de la diversité agro – écologique du pays.

Des ONGs légalement établies et de nombreux partenaires bilatéraux et multilatéraux ont contribué et soutenu la mise en exécution de ces différents programmes pré-établis, avec des objectifs qui ne répondaient pas forcément aux besoins des bénéficiaires. Cependant, depuis la multiplication des crises militaro – politiques que le pays a connu, les dispositifs de formation existants, souvent liés aux projet, ont été détruits et nécessitent d'être totalement réhabilités et relancés.

**II - Quels sont ces dispositifs ?**

**2.1 - Nature de ces dispositifs**

Deux types de dispositif ont toujours coexisté dans le pays :

- Des dispositifs publics spécialisés dans la formation des agents relevant des structures d'appui et aussi des producteurs ;
- Des dispositifs privés constitués des ONGs, des bureaux d'Etude et des OPR faitières qui sont beaucoup plus spécialisés dans la formation des producteurs et leurs OPR ;

Des dispositifs internationaux ayant de compétences dans la formation des deux catégories.

Ces différents dispositifs ont fonctionné convenablement quand ce programme était appuyé par les partenaires au développement. C'est ainsi que de nombreux Leaders paysans et des agents de l'Etat ont bénéficié de nombreuses formations.

## 2.2. - La situation actuelle de ces dispositifs

Il faut dire qu'à la sortie de cette crise, la plupart de ces dispositifs, surtout ceux à caractère privé, sont en crise pour des raisons suivantes :

- des structures sont soit totalement détruites pendant les événements ou soit ont vu leurs matériels détruits ;
- des structures sont en mal de fonctionnement parce qu'elles n'ont pas des acteurs ruraux capables de soutenir financièrement leur formation ;
- certaines structures n'ont plus la compétence requise adaptée aux besoins de formations actuels des bénéficiaires ;
- d'autres structures ne disposent plus de sources de financement leur permettant de fonctionner.

La plupart des centres de formation publics ( cf tableau ci-dessous) fonctionnent tant bien que mal, ayant des locaux de formation, solidement construits, des allocations de ressources provenant de l'Etat même si elles sont insuffisantes, et une forte demande de formation par les jeunes, en quête de formations diplômantes.

### **SITUATION ACTUELLE DES STRUCTURES DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE ET RURALE en RCA**

Structure de Formation	Statut	Public	Domaine de formation	Siège et Rayon d'action	Ressources		
					Humaines	Financières	Matérielles
ISDR (Institut Supérieur de Développement Rural) de Mbaïki	Public	Ingénieurs en Agriculture et Elevage Techniciens Supérieurs	Agriculture , Elevage, Eaux et Forêt	Mbaïki  National	Disponible	Disponible mais insuffisant	Disponible insuffisant
CTDR (Collège Technique de Développement Rural de (Grimari)	Public	Techniciens	- Agriculture - Eaux et Forêt - Génie Rural	Grimari  National	Disponible	Insuffisant	Très insuffisant
CTE (Collège Technique d'Elevage)	Public	Techniciens d'Elevage	Elevage	Bouar  National	Provisoirement fermé		
CREF (Centres Ruraux d'Education et de Formation)  (Centre Pédagogique) (Sibut)  CREF de base	Public   Privé	OPR, Paysans	Formation de formateurs ruraux en pédagogie de l'animation  Formation des jeunes ruraux et des paysans en agriculture, élevage, maçonnerie, menuiserie, Soins de Santé Primaire	Sibut (Centre pédagogique) Bangui (Direction)  Préfectures touchées : Kémo, Ouaka, Nana Gribizi	Disponible et insuffisant  Disponible et insuffisant	Non disponible  Non disponible	Pillées  Pillées
SCNP (Service Civique National de Participation)	Public	Jeunes descolarisés	Formation professionnelle (agriculture, élevage, menuiserie, maçonnerie, autres)	Bangui  National	Disponible	Disponible et insuffisant	Disponible et insuffisant
ACDA (Agence Centrafricaine de Développement Agricole)	Public	OPR, Paysans)	Vulgarisation agricole et appui au développement local	Bangui National	Disponible	Non disponible	Insuffisant

FNEC (Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains)	Privée	Eleveurs et leurs OPR	Formation des éleveurs (santé animale, gestion OPR, alphabétisation etc.)	Bangui National (Antennes dans toutes les régions)	disponible	Disponible et insuffisant	Disponible et insuffisant
CEDIFOD	Privé (ONG)	OPR, formateurs ruraux, animateurs	Pédagogie du développement communautaire, épargne et crédit	Bangui National et International	Disponible	disponible	Disponible
CESDES	ONG	idem	Animation, formation	Bangui National	disponible	disponible	disponible
BEST FONDER	ONG	.....	Gestion formation	Bangui National	disponible	disponible	disponible
ECHELLE	ONG	.....	Appui au développement local	Bangui National (mais surtout Lobaye)	disponible	disponible	disponible
CFAE (Centre de Formation Agricole et Evangélique)	Privé	Animateurs ruraux, paysans et OPR	Formation en agriculture et élevage	Alindao Basse Kotto	Disponible	Non disponible	Disponible
CFAR (Centre de Formation en Animation Rurale)	ONG (Eglise catholique)	Animateurs et OPR	Formation en animation rurale	Bossangoa Préfecture de l'Ouam	Disponible	Non disponible	Pillé
OIC (.....)	ONG	Jeunes déscolarisés	Formation des jeunes ruraux	Sibut National	Disponible	Non disponible	Pillé

Source : DN CREF 2005

### III – Les acteurs

Ils sont multiples, même si l'Etat reste le maître d'ouvrage ;

#### 3.1 – L'Etat face à la formation agricole et rurale

L'Etat à la sortie de sa longue crise, n'arrive pas à assurer son rôle régalien. L'Etat se désengage de ce type de formation au détriment des activités rurales qui en dépendent fortement, car il n'apporte plus de financement. Cette carence notoire de l'Etat se manifeste aussi au niveau de la formation initiale dans les écoles fondamentales, bien qu'il en ait fait sa priorité.

La priorité accordée à la formation professionnelle agricole et rurale est effective, en théorie, mais les moyens inhérents ne l'ont pas suivie et sa mise en œuvre rencontre des difficultés. L'Etat centrafricain reste très dépendant des financements extérieurs en ce qui concerne la formation agricole et rurale car les allocations de ressources sont insuffisantes et restent généralement en de ça des besoins réels

#### 3.2 – Les agences de développement agricole

Créées après la réforme du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, ces agences ont eu à mener des programmes étoffés de formation qui n'ont duré que le temps où ces agences étaient sous la perfusion des coopérations bilatérales ou multilatérales il s'agit de :

- l'Agence Nationale de Développement de l'Elevage (ANDE) ;
- l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA) ;
- l'Agence de Développement de la Zone Cafetière (ADECFAF).

Les interventions des agences restent aujourd'hui ponctuelles et elles n'ont pas permis dans la plupart des cas un transfert des responsabilités aux bénéficiaires en les impliquant fortement dès le démarrage du programme.

### 3.3. – Les ONGs

Les ONGs sont dans la plupart des cas, à l' exception des structures liées à des associations religieuses, généralement prestataires de service et dépendent elles aussi des financements extérieurs.

### 3.4 – Les paysans et les OPR

Les paysans et les OPR étaient les grands bénéficiaires des formations, mais ils n'ont pas pu prendre la relève des actions des projets de formation afin de garantir leur durabilité en prenant dans le meilleur des cas la relève des actions des projets de formation. Les OPR en République Centrafricaine ne s'impliquent pas encore assez dans les programmes de formation agricole. Quelques exceptions existent cependant dans le pays, ou les paysans organisés tentent de prendre la relève des anciens programmes de formation : C'est le cas de la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC) qui après un appui prolongé par un financement extérieur cherche malgré la conjoncture difficile à prendre en charge la formation de ses adhérents.

L'autre exception est l'implication des communautés de base directement dans un programme de formation. Il s'agit d'associer les organisations paysannes et des parents d'élèves dans l'élaboration et le fonctionnement de ces programmes, (cas de l'Union Nationale des Associations des Centres Ruraux d'Education et de Formation (UNACREF).

Il faut reconnaître que le développement des OPR en RCA ne sera possible que si les OPR à la base sont mieux formées et outillées afin de sortir de l'informel car plus de 90% de celles-ci ne sont pas reconnues. La majorité ne sont constituées que pour répondre aux besoins liés aux objectifs spécifiques des structures qui les accompagnent et profiter des incitations proposées par celles – ci.

Les OPR doivent se préparer en se formant, à acquérir les nouvelles compétences que l'Etat est entrain de leur transférer.

## **IV – Pourquoi une nouvelle orientation stratégique concernant la formation rurale et agricole ?**

### 4- 1 Implication de tous les acteurs dans la conception et la mise en œuvre de la formation

Eu égard à cette situation de sortie de la crise, l'Etat a tout intérêt de revoir sa politique de formation afin de centrer la nouvelle stratégie sur :

- l'implication de tous les acteurs ;
- l'instauration d'une concertation entre les acteurs ;
- la proposition de nouveaux projets pédagogiques susceptibles de répondre aux besoins des bénéficiaires.

Dans sa nouvelle stratégie, la RCA se propose de poser le problème de formation des femmes en terme d'accès à tous les programmes de formation.

### 4- 2 Les formations rurales par les centres ruraux d'éducation et de formation ( CREF )

#### 4- 2- 1 Qui sont les CREF

Les CREF sont des structures de formation de proximité des populations paysannes. Le premier cref qui est une association à la base, s'est créée en 1966 dans la commune rurale de Mala ( Préfecture de la Kémo dans le centre de la RCA ) avec l'appui des Maisons Familiales Rurales de France. Aujourd'hui, il existe 17 centres repartis dans 3 autres Préfectures et un centre pédagogique, en charge de la formation et du recyclage des Formateurs.

Ce système repose donc à la base sur des associations paysannes qui s'occupent de gérer leur dispositif de formation . Les activités qu'elles développent concernent la formation en alternance des jeunes et des adultes ruraux.

On estime qu'au travers des CREF, environ 2000 jeunes ont été formés et intégrés dans la vie professionnelle et sociale en milieu rural et plus de 120000 personnes sont indirectement touchées par les activités connexes depuis le démarrage jusqu'en 2000.

Toutefois, ses activités de formation des jeunes ont diminué ces dernières années à cause des financements qui étaient arrivés dans la plupart des cas à terme et ont été amplifiés par les conflits armés de 2002-2003, qui ont entraîné des pillages des installations des CREF et une paupérisation accrue de la zone d'intervention.

Dans cette condition, la structure faîtière a perdu de son influence, les associations de base ont été fragilisées, les formations n'étant plus adaptées, ont contribué à la diminution de sessions.

Les jeunes certifiés n'étaient plus installés, cela a provoqué un effet de contagion en décourageant les nouvelles promotions dans les centres.

#### 4- 2 – 2 La restructuration des CREF

Par rapport à cette situation, l'UNACREF a interpellé ses anciens partenaires comme les Maisons Familiales Rurales de Franche Comté et la coopération française afin de l'aider à la reconstruction du système.

Dans ce cadre, un diagnostic structurel et fonctionnel de l'UNACREF et des CREF a eu lieu et a confirmé la crise profonde, malgré la mise en évidence d'une volonté forte des populations rurales de s'investir afin de relancer une organisation qui leurs rendait des services.

#### 4- 2 - La méthodologie

Le projet est centré sur la nécessité d'impliquer les populations rurales, bénéficiaires directs, dans la définition des projets qui les concernent. L'ensemble des activités est préparé, mis en œuvre, suivi et évalué par L'UNACREF au travers ses responsables associatifs élus. Pour cela, elle reçoit l'appui :

- De la direction nationale des CREF, qui intervient essentiellement dans la préparation et la mise en œuvre des différentes formations dispensées ;
- Des Maisons Familiales Rurales de Franche Comté , au travers de l'envoi d'experts en mission de courte durée, qui apportent un appui technique et matériel au niveau pédagogique pour la mise en place des nouveaux modules de formation.

Compte tenu de l'hétérogénéité des niveaux de fonctionnement et d'organisation entre les CREF, les méthodes d'intervention sont adaptées en fonction des objectifs spécifiques à atteindre. Ses méthodes reposent sur la réalisation de formations sur la base de bilan de compétence afin de renforcer les capacités :

des responsables associatifs dans la définition, la gestion et l'organisation des activités développées ;  
des populations rurales pour leur donner des éléments pour mieux comprendre leur environnement et la possibilité de mettre en place des actions cohérentes ;  
des agents de la DN-CREF pour accompagner les formations.

#### 4- 3 Les difficultés

Partant d'une démarche, où les bénéficiaires étaient pris en charge totalement par les projets à celle où ils devaient être acteurs au même titre que les organisateurs, l'adhésion a été possible qu'après une large campagne de sensibilisation et d'information de tous les acteurs.

Les négociations ont été longues mais ont fini par aboutir à une mutualisation des engagements de part et d'autre.

#### 4- 4 Le résultat

Il nous semble précoce de donner des résultats, même si le nombre des inscrits a connu en moins de 2 ans une croissance exponentielle. D'après tous les partenaires engagés sur le dispositif, l'approche reste un prototype et nécessite d'être suivie et validée avant d'être capitalisée